

mes et des projets du gouvernement, afin que les membres du Sénat apprennent—car c'est leur droit—ce que le gouvernement tente d'accomplir.

En ce qui concerne l'éducation, le sénateur McCutcheon s'est plaint que le programme de recherches allait être restreint et il a dit que cela était regrettable. J'espère que les honorables sénateurs se souviennent de la manière dont j'ai traité les points portant sur la recherche. J'ai seulement dit qu'on avait projeté d'augmenter les montants qui devaient être affectés aux diverses institutions de recherches en ce pays et que jamais il n'avait été proposé de réduire ces sommes. Très prochainement, je l'espère, il sera possible d'augmenter les montants destinés à cette tâche très importante.

Je vous ferai observer qu'on n'a aucunement l'intention de diminuer les subventions aux universités, subventions que mon parti avait inaugurées, que le parti du vis-à-vis a augmentées et qui ont de nouveau été accrues à la reprise du pouvoir par les libéraux. Je suis convaincu que ce programme, qui a beaucoup contribué à encourager l'enseignement supérieur en notre pays, ne subira pas de restrictions.

Il n'est nullement question non plus de réduire un autre programme populaire qui a été utile dans le domaine de l'enseignement, le programme d'aide aux étudiants, qui fonctionne bien.

Le sénateur McCutcheon a relevé la dernière constatation faite en 1959 par le comité sénatorial des finances, et je le cite de nouveau:

Les moyens d'enrayer l'inflation sont disponibles, mais il reste que la population et les autorités doivent avoir la volonté d'y recourir.

Nous espérons que du renvoi de cette étude au comité et de la publicité que connaîtront ses délibérations par suite des témoignages pertinents surgira un élan de volonté populaire qui sera peut-être très utile à l'ensemble de cette étude du problème de l'inflation.

Honorables sénateurs, la liste des politiques non seulement monétaires mais fiscales et économiques et des projets annoncés par le ministre des Finances, que j'ai dressée, et qui est loin d'être complète, indique de la part du gouvernement—si le sénateur McCutcheon, lorsqu'il emploie le mot «autorités», entend le gouvernement,—une volonté et une détermination de chercher à résoudre ce problème. Je m'en excuse, au besoin, mais je suis assez fier de la manière dont le gouvernement s'y est attaqué.

Je suis particulièrement fier aussi du fait qu'à ce moment-ci, soit moins de six mois après la présentation de son budget, M. Sharp ait dit: «Je ne suis peut-être pas allé assez loin à l'époque. Maintenant, j'estime que je ne suis pas allé assez loin, mais la situation n'était pas la même que celle d'aujourd'hui. Je veux maintenant aller plus loin.»

Selon le sénateur McCutcheon, la remise à plus tard de l'assurance-frais médicaux n'enrayera en rien l'inflation. Demain matin, le comité du régime fiscal se réunira ici même. Si le régime d'assurance-frais médicaux doit entrer en vigueur le 1^{er} juillet 1967, il en découlera une grande dépense, non seulement pour le gouvernement canadien, mais aussi pour les gouvernements provinciaux qui souscriront au régime. Cette dépense, qui aurait pu activer l'inflation, a été et sera remise à plus tard. Honorables sénateurs, il a fallu au gouvernement beaucoup de réflexion, veuillez me croire, pour en venir à une telle décision, étant donné l'importance du programme.

Je me réjouis de la présence ici, ce soir, du sénateur Macdonald, de Brantford. C'est lui qui était le leader du gouvernement lorsque nous étions dans l'opposition et que le comité des finances, institué en 1959, s'est vu confier la question de l'inflation. C'est lui aussi qui était chef de l'opposition lorsque le comité spécial du Sénat sur la main-d'œuvre et l'emploi a été institué, et il a fait preuve d'initiative lors de la création de ce comité. Tous les honorables sénateurs qui siègent sur les premières banquettes de cette Chambre étaient présents à cette époque, et ces études, les vis-à-vis voudront bien le croire, étaient importantes et précieuses. Les rapports de ces comités ont eu une valeur inestimable pour le gouvernement de l'époque.

Je tiens à souligner ce point très clairement, car il était clair dans mon esprit, et il l'était aussi, sans doute, dans l'esprit des autres, qu'aucune de ces études n'a été entreprise dans le but d'embarrasser le gouvernement de l'époque, mais afin de l'aider à résoudre les problèmes auxquels il faisait face. D'abord, il y avait l'inflation et, ensuite, l'utilisation judicieuse de la main-d'œuvre. Ces études ont porté de bons fruits—mon honorable ami s'en souviendra—notamment la mise sur pied du programme de formation professionnelle et bien d'autres initiatives.